



G R O U P E D E S H U I T

**Sommet du G-8
27 mai 2011
Deauville, France**

**Transformation économique dans le MOAN :
tenir la promesse d'une prospérité partagée**

Rédigé par les services du Fonds monétaire international

F O N D S M O N É T A I R E I N T E R N A T I O N A L

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'étincelle provoquée par le décès de Mohammed Bouazizi a irrémédiablement modifié la trajectoire des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MOAN). Cependant, chaque pays évoluera à sa manière et à son rythme et tous ne suivront pas nécessairement le même modèle politique et économique pour arriver à destination.

La réponse aux manifestations populaires qui ont eu lieu dernièrement dans la région MOAN a clairement une dimension politique, mais la stabilité sociale et politique ne sera assurée que si la région crée de 50 à 75 millions d'emplois (pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail et faire reculer le chômage) au cours de la prochaine décennie et si le modèle économique choisi est considéré comme juste et profitant à tous.

Des modifications extrêmement progressives de la gestion économique ne produiront pas le résultat souhaité. Une accélération très significative de la croissance économique est nécessaire et elle réclame des mesures visant à créer un environnement favorable au secteur privé. Le changement doit également s'appuyer sur les succès et réalisations passés. Durant les transformations structurelles à venir, il faudra en particulier préserver les progrès accomplis en termes de stabilité macroéconomique. Pour obtenir l'adhésion de la majorité des parties prenantes, les stratégies de croissance devront aussi engendrer des effets positifs pour le plus grand nombre afin de convaincre les sceptiques qui, au vu des expériences passées, considèrent que les « réformes » sont imposées d'en haut et ne bénéficient qu'à un petit cercle de privilégiés.

La transformation devrait être opérée par les pays MOAN eux-mêmes ; au final, le succès de l'entreprise dépendra d'eux. Néanmoins, la communauté internationale peut largement y contribuer en proposant un programme de soutien ambitieux et multidimensionnel assorti d'incitations telles que l'accès aux marchés, la mobilité de la main-d'œuvre, les garanties de crédit, les allègements de dette et les prêts concessionnels. Au début, certains pays devront recourir à des financements externes pour couvrir leurs besoins. Selon le scénario de référence actuel, qui n'inclut pas encore les programmes de réforme que les pays pourraient établir, les besoins en ressources extérieures des importateurs de pétrole de la région devraient dépasser 160 milliards de dollars de 2011 à 2013, qui seraient largement couverts par des financements officiels.

Le G-8 peut soutenir cette transformation en concluant un partenariat stratégique à long terme avec le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG) et d'autres pays MOAN intéressés. Ce partenariat s'appuierait sur un processus institutionnel de coopération pour le suivi de cette mutation qui durera plusieurs années. Le plan d'action pour l'établissement d'un tel partenariat stratégique pourrait s'articuler comme suit :

- dans l'immédiat, il faut ramener la confiance dans les pays importateurs de pétrole, qui font face à une montée en flèche des prix mondiaux des produits de base et aux tensions intérieures engendrées par les premiers chocs de la transition. Le Fonds monétaire international (FMI) peut jouer un rôle important en évaluant les besoins financiers de ces pays, en proposant des stratégies de financement à court terme et en fournissant une aide financière dans le cadre d'un effort plus large de la communauté internationale ;
- en parallèle, les ministres des Finances du G-8, du CCG et d'autres pays MOAN intéressés pourraient définir les objectifs, les composantes et le plan de mise en œuvre d'un cadre de partenariat stratégique entre le G-8 et la région MOAN et chaque partenaire préciserait sa contribution potentielle. Ce cadre général pourrait servir de base à des accords entre pays, qui décriraient les objectifs économiques et la stratégie de mise en œuvre de chaque pays ainsi que la contribution du G-8/CCG en fonction de l'avancement du processus de transformation.
- le FMI, la Banque mondiale et d'autres banques de développement multilatérales et régionales pourraient épauler les pays MOAN désireux de définir leur propre stratégie économique et de la convertir en un programme de développement pluriannuel chiffré et articulé secteur par secteur, le tout s'insérant dans un cadre macroéconomique à moyen terme. L'aide internationale serait distribuée de manière à contribuer à la

réalisation de ces objectifs de développement et pourrait être liée aux réformes des institutions et de la gouvernance, en conformité avec les composantes et les objectifs du partenariat stratégique.

I. INTRODUCTION

La transformation socio-économique des pays MOAN s'échelonne sur plusieurs années. Le chemin sera malaisé, risqué et incertain. Les décideurs de la région vont devoir repenser une grande partie des cadres existants, qui se caractérisent par des réglementations économiques excessivement contraignantes, l'intervention de l'État dans la production et l'emploi, un secteur privé davantage fondé sur les privilèges que sur la concurrence, un subventionnement généralisé des prix plutôt qu'une protection sociale ciblée et un système éducatif ne répondant plus depuis longtemps aux attentes des étudiants et des employeurs potentiels. Durant le processus de transformation, il sera capital de préserver la stabilité macroéconomique tout en progressant régulièrement sur la voie de la cohésion sociale et en veillant à ce que les bénéfices des réformes soient largement partagés.

La présente note a été préparée à la demande du G-8, pour le sommet de Deauville des 26 et 27 mai 2001. Elle identifie les caractéristiques économiques des pays MOAN qui peuvent avoir contribué aux soulèvements récents ; évalue les défis économiques à court et moyen terme qui empêchent une croissance profitant à tous ; réfléchit à la manière dont la communauté internationale pourrait aider la région ; et propose un plan d'action en vue d'un partenariat stratégique entre le G-8 et la région MOAN.

Bien que cette note concerne la région MOAN dans son ensemble, il ne faut pas négliger la diversité des contextes nationaux. Les pays MOAN se distinguent les uns des autres par leurs spécificités socio-économiques, y compris leur dotation en ressources naturelles, mais également sur le plan de leur développement institutionnel et de l'avancement de leurs réformes. Les tendances régionales fournissent le contexte général, mais il faut tenir compte des spécificités de chaque pays pour la mise en œuvre des réformes.

II. TOILE DE FOND : LES RESULTATS ECONOMIQUES AVANT LES SOULEVEMENTS

Bien que les déficits budgétaires demeurent importants dans un certain nombre de pays importateurs de pétrole, la plupart des pays MOAN ont réussi à préserver leur stabilité macroéconomique au cours des 20 dernières années (graphique 1). L'inflation a été ramenée à quelques pour cent à la fin des années 90, le solde des paiements courants s'est amélioré et la dette publique rapportée au PIB a diminué. Les pays MOAN importateurs de pétrole ont également réussi à faire baisser leur ratio dette extérieure/PIB. Tous ces bons résultats ont permis à la région de gérer les défis liés à la flambée des prix alimentaires et pétroliers en 2008 et la crise financière mondiale qui a suivi, en 2008/09. Néanmoins, les déficits budgétaires de nombreux importateurs de pétrole restent élevés et le solde budgétaire global hors pétrole des exportateurs de pétrole ne cesse de se détériorer depuis la fin des années 90.

Malgré les bons résultats obtenus en termes de stabilisation macroéconomique et l'offensive réformiste engagée dans les années 80 et 90, la croissance des pays MOAN est constamment inférieure à celle d'autres pays émergents et en développement (graphique 2). Durant les trois dernières décennies, le PIB réel de la région MOAN s'est accru en moyenne de 3 %, une hausse bien inférieure aux 4½ % mesurés en moyenne dans les économies émergentes et en développement. L'écart de croissance est encore plus patent si l'on considère le PIB réel par habitant, qui n'a progressé que de ½ % entre 1980 et 2010, contre 3 % pour les économies émergentes et en développement. Signe encourageant, depuis 2000, la croissance est plus rapide

qu'au cours des 20 années précédentes et reflète les efforts de réforme ; en outre, l'emploi a progressé d'en moyenne 2 % l'an entre 2000 et 2007. Ceci n'a toutefois pas suffi puisque la région n'a pas pu créer assez d'emplois pour accompagner l'accroissement démographique (d'environ 2½ %) ni améliorer le niveau de vie du citoyen moyen.

Par conséquent, de nombreux pays MOAN affichent des taux de chômage parmi les plus élevés au monde. Le taux de chômage déclaré est relativement constant, à 10-12 %, depuis deux décennies en Égypte, en Jordanie, au Liban, en Syrie et en Tunisie (pays pour lesquels des données sont disponibles). Dans les pays MOAN, le chômage est un problème structurel. Celui des jeunes, surtout, est plus important que partout ailleurs, avec des taux allant de 21 % au Liban à 30 % en Tunisie. En outre, et les pays MOAN diffèrent en cela de la plupart des autres, le chômage frappe des diplômés de l'enseignement supérieur ; il semble donc que le système éducatif ne permette pas d'acquérir les compétences recherchées par le secteur privé. De plus, les salaires relativement élevés qui sont offerts dans l'administration font qu'elle est considérée comme l'employeur de premier ressort, ce qui dissuade les jeunes de postuler pour des emplois dans le secteur privé, alors même que, dans la plupart des pays de la région, la taille de la fonction publique n'augmente plus.

Dans les pays MOAN, le bilan de la croissance par habitant et du chômage va de pair avec un régime commercial moins ouvert et un environnement moins favorable à l'investissement direct étranger que dans d'autres économies émergentes à forte croissance. Hors pétrole et gaz, la part de la région MOAN dans les exportations mondiales ne varie plus depuis plusieurs décennies, alors que celle des économies émergentes et en développement a plus que doublé depuis 1980. En 2009, les exportations totales des pays MOAN importateurs de pétrole ne représentaient que 28 % de leur PIB, contre 56 % pour l'Asie-Pacifique sans ses trois principales économies (Japon, Inde et Chine). De surcroît, près de 60 % des exportations de la région MOAN sont destinées à l'Europe, ce qui est dû à la proximité et à l'existence de liens de longue date mais explique aussi que la région ne se soit pas intégrée dans l'économie mondiale et ne bénéficie pas des taux de croissance élevés qu'affichent d'autres pays à marché émergent. En outre, les exportations des pays MOAN consistent essentiellement en produits primaires et biens de consommation, et seulement dans une moindre mesure de biens à forte valeur ajoutée, de haute technologie, intermédiaires et d'équipement ; or ce sont eux qui connaissent la croissance la plus rapide depuis quelques années.

En résumé, la région MOAN n'a pas recueilli tous les fruits de la mondialisation.

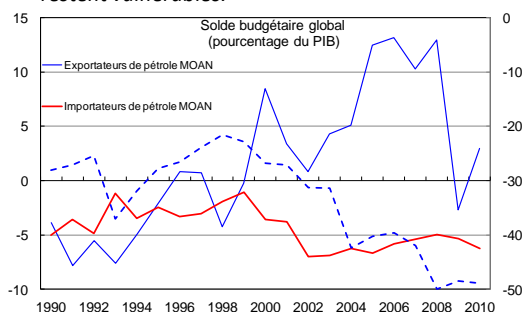
Progressivement, un petit nombre de privilégiés se sont accaparés les bénéfices découlant des réformes axées sur le marché et les disparités sont devenues de plus en plus criantes.

III. OPPORTUNITE D'UN PROGRAMME EN FAVEUR D'UNE CROISSANCE EQUITABLE

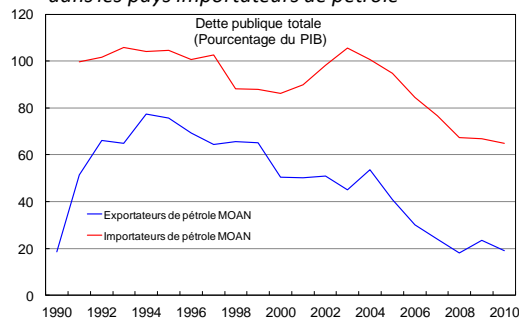
Pour que les bouleversements politiques soient source de prospérité dans la région, ils doivent s'accompagner d'un programme pluriannuel de transformation socio-économique. Le chemin sera malaisé, risqué et incertain. Dans l'immédiat, le défi est de préserver la cohésion sociale et la stabilité macroéconomique dans les pays importateurs de pétrole. À plus long terme, les revendications concernant l'égalité des chances économiques et l'emploi réclament un programme économique ambitieux. Chaque pays doit identifier ses propres politiques mais tous devront promouvoir un large partage des fruits de la croissance, créer un environnement propice au secteur privé afin de doper la croissance, et favoriser des institutions responsables.

Figure 1. MOAN —Évolution macroéconomique

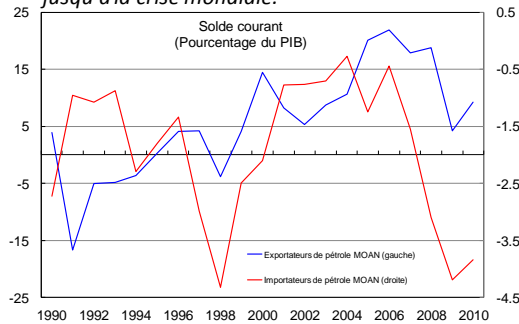
Les soldes budgétaires s'améliorent, mais restent vulnérables.



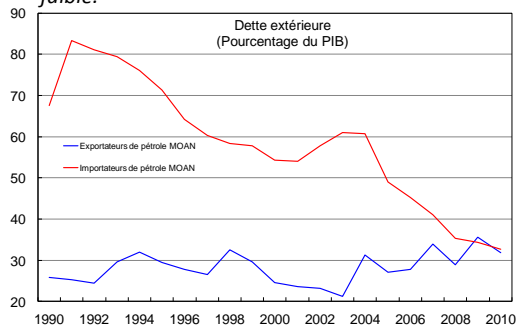
La dette publique a baissé, mais reste élevée dans les pays importateurs de pétrole



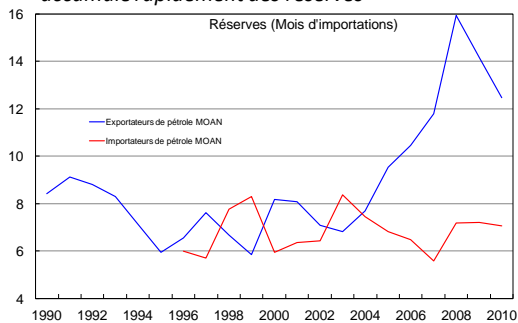
Les soldes courants s'étaient améliorés jusqu'à la crise mondiale.



La dette extérieure a baissé aussi ou reste faible.



Les pays exportateurs de pétrole ont accumulé rapidement des réserves



La désinflation n'a été interrompue que par la hausse des prix des matières premières en 2008.

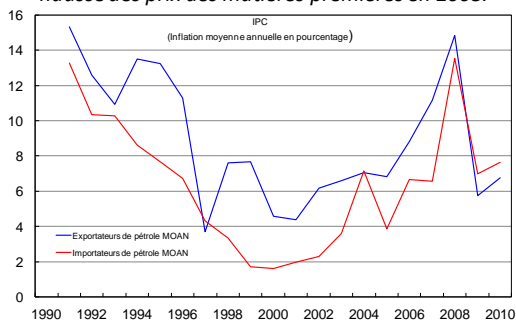
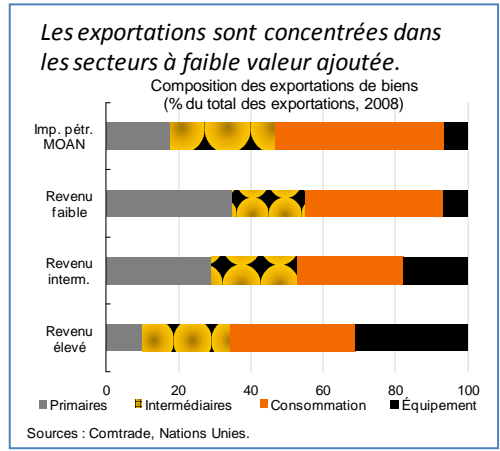
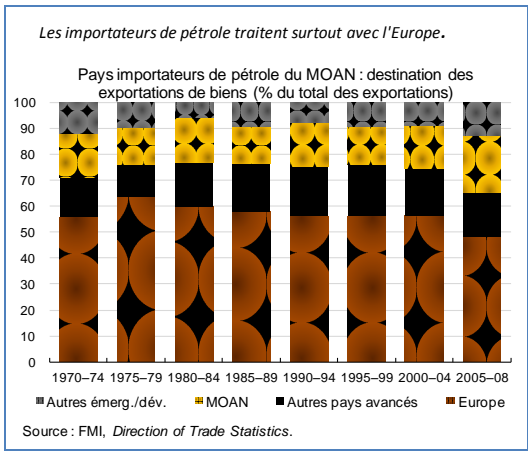
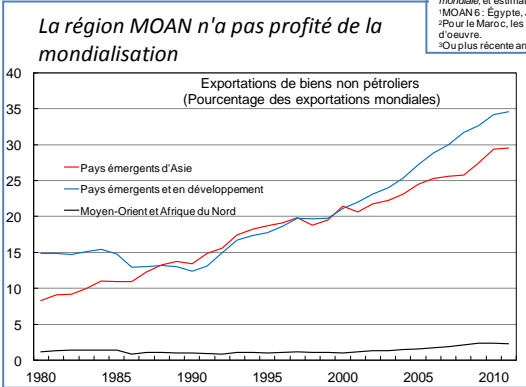
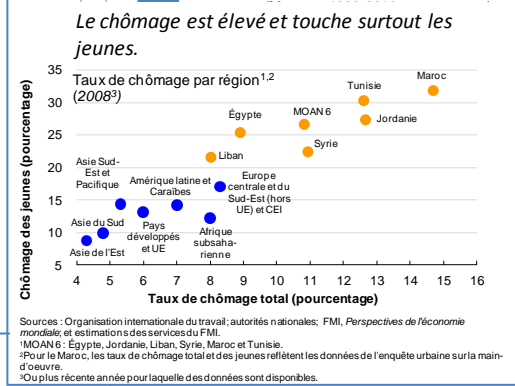
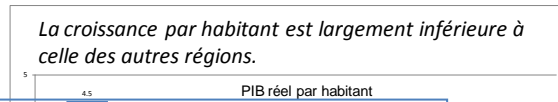
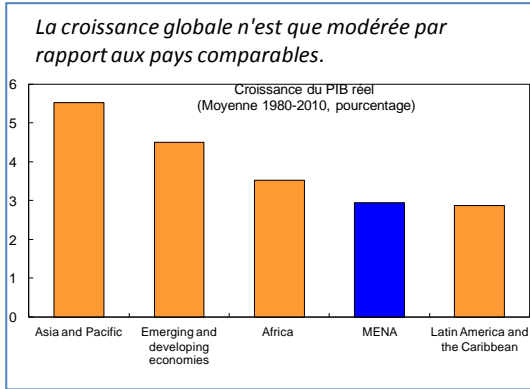


Figure 2. MOAN — Croissance et emploi



Les axes de la stratégie globale envisagée pour la région devraient être les suivants :

- Faire baisser les taux de chômage nécessitera une accélération substantielle du rythme de la croissance. Pour que leurs marchés du travail absorbent les chômeurs et les nouveaux arrivants, il faudrait que le PIB réel des économies émergentes MOAN s'accroisse de plus de 7½ %, soit presque 3 points de plus que les taux moyens enregistrés ces 10 dernières années¹.
- Amener les taux de croissance à ce niveau exigera d'augmenter à la fois l'investissement et la productivité. Bien que certaines hausses de l'investissement public puissent être nécessaires, par exemple pour améliorer la qualité des infrastructures et des services dans les zones rurales les moins développées, le secteur privé aura un rôle capital à jouer, notamment en attirant l'investissement direct étranger. Il faudrait donc que les politiques gouvernementales contribuent à créer un environnement propice à l'essor du secteur privé. Dans les pays disposant d'une marge de manœuvre budgétaire limitée, l'aide internationale pourrait soutenir l'investissement public.
- La croissance doit aussi être plus équitable ; les autorités doivent créer un environnement permettant à toutes les catégories de la population – et pas seulement à quelques privilégiés – de contribuer à la croissance économique et d'en bénéficier. Une protection sociale doit donc être offerte aux plus vulnérables.
- Pour atteindre ces buts, les pays doivent se doter d'institutions modernes et transparentes pour favoriser la responsabilité et la bonne gouvernance.
- Enfin, et c'est primordial pour la réussite d'un programme en faveur d'une croissance équitable, il faut préserver la stabilité macroéconomique tout au long du processus.

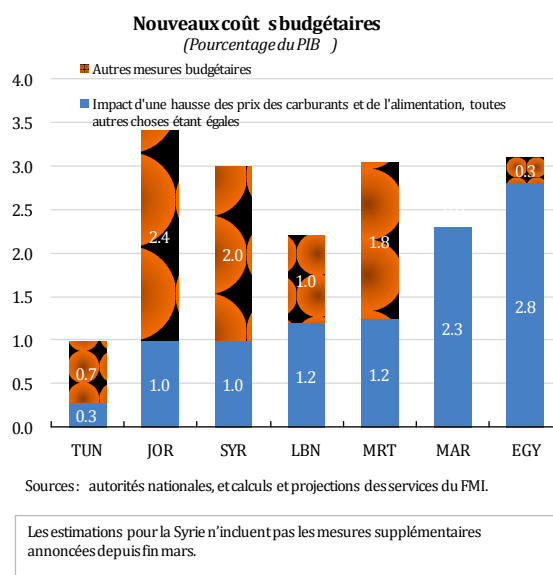
A. Stabilité macroéconomique

À court terme, les événements récents vont peser sur la stabilité macroéconomique, mais l'impact variera considérablement selon les pays et les exportateurs de pétrole seront semble-t-il largement protégés. Face à une montée de la défiance qui pénalise le tourisme et l'investissement, la plupart des pays augmentent leurs dépenses publiques pour maintenir la cohésion sociale et soutenir la demande intérieure. La croissance moyenne des importateurs de pétrole de la région devrait chuter à 2 % en 2011, contre 4½ % en 2010, tandis que la croissance moyenne du PIB hors pétrole des exportateurs de pétrole devrait rester stable, à 3½ %. Certains pays importateurs de pétrole commencent à être soumis à des pressions extérieures. De même, les secteurs financiers voient augmenter le nombre de prêts improductifs et la plupart des marchés boursiers de la région ont subi des corrections à la baisse. Enfin, le climat d'incertitude politique a conduit les marchés financiers à relever les primes de risque, ce qui se traduit par une hausse des coûts pour la plupart des emprunteurs souverains de la région.

¹ Les économies émergentes de la région MOAN sont l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Syrie et la Tunisie. Hypothèse d'une élasticité constante de l'emploi.

L'envolée des prix de l'alimentation pèse sur le solde des comptes courants des importateurs de pétrole et fait grimper l'inflation. S'agissant des pays à marché émergent de la région, ces effets sont accentués par la montée en flèche des prix pétroliers. Le prix du blé a quasiment doublé depuis la mi-2010 et les prix de l'or noir ont progressé d'environ 30 % en moyenne depuis l'an dernier. Rien que le renchérissement des produits alimentaires et des carburants va alourdir de 15 milliards de dollars EU (environ 3 % du PIB en moyenne) la facture globale d'importation que l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Tunisie et la Syrie paieront cette année. De plus, l'inflation a augmenté dans toute la région, essentiellement sous l'effet des prix des produits de base, et se maintient à un niveau élevé en Égypte.

La quasi-totalité des gouvernements ont pris des mesures pour atténuer les effets du renchérissement des prix alimentaires et énergétiques sur leur marché intérieur. Ils ont augmenté les dépenses publiques (subventionnement plus important des produits alimentaires et des carburants, relèvement des salaires du secteur public et des retraites, etc.) et réduit certains impôts, tout en créant d'autres incitations économiques (promesse de créations d'emplois dans la fonction publique, par exemple). Le coût de ces nouvelles mesures va de moins de ½ % du PIB pour certains importateurs de pétrole de la région à 2½ % pour la Jordanie. Le déficit budgétaire cumulé des économies émergentes concernées devrait ainsi atteindre 8 % du PIB (plus de 40 milliards de dollars EU) en 2011.



Dotés d'une marge de manœuvre budgétaire très limitée, les importateurs de pétrole de la région MOAN font face à un défi immédiat: préserver leur stabilité macroéconomique tout en assurant la cohésion sociale. À court terme, il est compréhensible et nécessaire d'augmenter les dépenses au nom de cette cohésion sociale. Quoiqu'il en soit, les importateurs de pétrole ne peuvent pas se permettre de grever les finances publiques et risquer de compromettre, à moyen terme, la mise en œuvre du nouveau programme pour une croissance équitable. Ils devront donc compenser une partie des surcoûts induits par l'augmentation des subventions et les autres mesures de soutien en taillant dans d'autres postes budgétaires. De même, ils devront également éviter les mesures qui feraient augmenter les dépenses de manière permanente. Pour conserver la confiance des marchés et empêcher de nouvelles hausses des coûts de financement, les pouvoirs publics devraient établir des plans d'urgence crédibles et détaillés.

À moyen terme, les dirigeants devront continuer de chercher à obtenir les bénéfices rapides qui sont escomptés d'une croissance équitable tout en préservant la stabilité macroéconomique. En attendant que les réformes commencent à porter leurs fruits et profitent au plus grand nombre, les demandes d'augmentation des dépenses émanant des citoyens et les besoins d'investissement associés aux programmes de réforme vont accentuer la pression sur les budgets. Si les exportateurs de pétrole ont des ressources suffisantes pour lancer les investissements requis et

résister à la pression, les importateurs ont en revanche moins de marge car ils doivent veiller à préserver la viabilité extérieure et budgétaire pour pouvoir appliquer leur programme de croissance génératrice d'emplois à moyen terme.

Dans ce contexte, il est utile que chaque pays élabore un cadre budgétaire détaillé et viable à moyen terme. Un tel cadre peut guider la planification budgétaire annuelle et permettre un dialogue transparent entre décideurs et citoyens pour déterminer si le budget reflète les priorités d'action et les arbitrages politiques. De leur côté, les gouvernements peuvent réfléchir aux moyens d'augmenter les recettes en réformant la fiscalité pour élargir l'assiette de l'impôt et faire en sorte que toutes les composantes de la société participent au financement des initiatives gouvernementales, la répartition de l'effort étant ainsi efficiente, juste et plus équitable.

De même, certaines banques centrales peuvent encore améliorer leur cadre de gestion monétaire. À l'heure actuelle, de nombreux pays de la région utilisent le taux de change comme point d'ancrage nominal : le CCG est principalement arrimé au dollar, les importateurs de pétrole suivent le dollar, l'euro ou un panier de monnaies. Tout en ayant permis des progrès importants en termes de stabilité, cette méthode limite les possibilités de conduire une politique monétaire préservant la stabilité des prix et soutenant l'activité économique. Élargir l'éventail des outils monétaires permettrait aux banques centrales d'adopter un autre point d'ancrage et de laisser les taux de change s'ajuster en fonction des chocs extérieurs et jouer leur rôle en garantissant que les pays restent compétitifs, un aspect particulièrement important pour les importateurs de pétrole qui cherchent à doper leur croissance à moyen terme.

Au début, certains pays devront se tourner vers l'extérieur pour couvrir leurs besoins de financement. Dans le

scénario de référence actuel, n'intégrant pas encore les programmes de réforme envisagés, les besoins de financement externe des pays MOAN importateurs de pétrole devraient dépasser 160 milliards de dollars entre 2011 et 2013, et leurs besoins budgétaires avoisinent 150 milliards

	Besoins de financement, pays importateurs de pétrole du MOAN à revenu intermédiaire 1/ (en milliards de dollars EU)				
	Est.	Projections			
	2010	2011	2012	2013	2011-13
Déficit des transactions courantes	21.9	27.9	25.5	23.6	77.1
Amortissement extérieur (BDP)	22.9	26.6	29.7	32.6	88.8
Besoins de financement extérieur bruts	44.7	54.5	55.2	56.1	165.8
Déficit budgétaire	33.9	46.3	38.5	34.6	119.3
Amortissement extérieur (budget)	8.0	7.8	8.8	8.3	24.9
Besoin de financement budgétaire 2/	41.9	54.0	47.3	42.9	144.2

Sources : autorités nationales, et estimations et projections des services du FMI.

1/ Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie et Tunisie.

2/ En supposant un refinancement intérieur total et extérieur nul.

de dollars EU. À moyen terme, les besoins de financement associés à un nouveau programme pour une croissance équitable vont sans doute augmenter et seront établis quand les pays auront défini leurs stratégies socio-économiques. Durant les 18 prochains mois, une part plus importante de ces besoins devra être couverte par la communauté internationale car les aléas propres à la période de transition susciteront la frilosité des marchés. Par la suite, il est probable que les capitaux privés se remettront à jouer leur rôle habituel compte tenu de la solvabilité des pays concernés; cette source de financement sera indispensable vu l'ampleur du nouveau programme de croissance.

B. Un environnement propice à une croissance inclusive et à la création d'emplois

Un environnement plus ouvert et propice au secteur privé est important pour assurer à la fois une expansion plus rapide et une acceptation plus grande d'une croissance tirée par le secteur privé au sein de la population. L'une des raisons des récents soulèvements était le mécontentement suscité par des systèmes politiques et économiques qui étaient perçus comme étant biaisés en faveur d'une poignée de privilégiés et conçus de telle manière que les gains résultant des réformes bénéficient en grande partie à un petit segment de la population. Il sera important d'assurer un large accès aux débouchés économiques par le biais d'un processus équitable, transparent et compétitif, appuyé par un cadre juridique solide et un système judiciaire indépendant et efficace. Les politiques à mener à cette fin pourraient inclure celles consistant à :

- Réexaminer le rôle du secteur public et faire de la place à un secteur privé dynamique;
- Améliorer davantage le climat des affaires;
- Mettre en place des systèmes financiers de plus vaste portée;
- Favoriser l'intégration commerciale; et
- Améliorer le fonctionnement du marché du travail.

Égypte : Perspectives économiques et besoins de financement

Perspectives à court terme. La révolution de janvier a accru les attentes de la population égyptienne alors que l'économie souffre dès maintenant des effets des troubles intérieurs, de l'incertitude qui en découle et de chocs prononcés aux niveaux mondial et régional (par exemple la hausse des prix des produits de base et les violences en Libye). Le choc politique a provoqué des sorties de capitaux considérables qui, avec la baisse des recettes du tourisme, des envois de fonds des travailleurs expatriés et des

exportations, ont entraîné une perte de réserves de change d'environ 15 milliards de dollars EU pendant la période de quatre mois qui s'est terminée fin avril. Entre janvier et mars 2011, le PIB réel s'est contracté, de sorte que la croissance économique annuelle a été de l'ordre de 1 à 2 % pour l'exercice 2010/11. Le chômage déjà élevé, surtout parmi les jeunes,

pourrait s'aggraver encore dans ce contexte de croissance faible; il sera donc crucial de tenir compte des attentes de la population et de fournir des aides à court terme pour maintenir dans l'immédiat la cohésion sociale. La croissance devrait se redresser progressivement pour atteindre 4 % pendant l'exercice 2011/12, grâce notamment au retour de la confiance après les élections. Cependant, une incertitude considérable subsiste quant au rythme de la reprise économique, qui dépend avant tout du caractère plus ou moins ordonné de la transition politique.

Besoins de financement à court terme. D'après les projections actuelles des services du FMI, les besoins de financement extérieur et budgétaire seront de l'ordre de 9 à 12 milliards de dollars EU pendant l'exercice 2011/12, et devront être couverts par une aide exceptionnelle des partenaires au développement bilatéraux et multilatéraux de l'Égypte, d'autant plus que les possibilités d'ajustement à court terme sont limitées. Les tensions sur la balance des paiements ne s'atténueront que peu à peu tant que les sorties nettes de capitaux se poursuivront, et la faiblesse des recettes fiscales ainsi que la hausse du coût des subventions alimentaires et énergétiques pèseront sur le budget. Le financement du déficit va devenir de plus en plus difficile et coûteux à la suite de la vente de leurs titres par les détenteurs étrangers de bons du Trésor, la rétrogradation de la dette souveraine et la diminution des liquidités excédentaires des banques.

Défis immédiats. L'une des principales tâches que l'Égypte devra accomplir à court terme consiste à assurer pour l'avenir une croissance économique plus créatrice d'emplois. Environ 700 000 personnes arrivent sur le marché du travail égyptien chaque année. Seule une économie plus dynamique pourra absorber les nouveaux venus et réduire le nombre de chômeurs actuel. Cela nécessitera des mesures ambitieuses, dont beaucoup devront être mises en œuvre par le gouvernement qui sortira des élections générales prévues dans le courant de l'année. Parmi les principales réformes à envisager figurent le renforcement de la concurrence de manière à ce que les marchés deviennent plus concurrentiels pour les investisseurs nationaux et étrangers; la création d'un climat des affaires de nature à attirer et à retenir les investissements privés et favorable aux petites entreprises; la réforme des marchés du travail; et la diminution du déficit budgétaire, notamment par la réduction du gaspillage découlant des subventions généralisées. Même si toutes ces réformes sont mises en œuvre, leurs effets bénéfiques sur la croissance mettront du temps à se faire sentir. En outre, l'augmentation des investissements publics dans les infrastructures, le capital humain et la protection sociale — autant d'éléments nécessaires pour garantir une croissance plus solidaire — alourdiront les charges budgétaires. En conséquence, le déficit budgétaire de l'Égypte ne diminuera qu'à moyen terme et il importera de veiller à ce que la dette publique retrouve une trajectoire descendante. Afin d'éviter un recours excessif à l'emprunt intérieur et de laisser suffisamment d'espace à la croissance du crédit au secteur privé, un financement extérieur restera souhaitable pendant plusieurs années encore, y compris de la part du secteur privé.

Égypte : principaux indicateurs économiques 1/

	2009/10	2010/11P	2011/12P
PIB réel (variation annuelle en pourcentage)	5.1	1.5	4.0
IPC (variation annuelle en pourcentage)	11.7	10.7	10.5
Solde des trans. courantes (% du PIB)	-2.0	-3.5	-3.1
Solde budgétaire (% du PIB)	-8.1	-9.9	-11.3
Dettes publiques (% du PIB) 3/	73.8	74.9	76.3
Dettes extérieures (% du PIB) 3/	15.6	14.2	16.9

Sources : autorités égyptiennes, et estimations et projections des services du FMI.

1/ Exercice prenant fin le 30 juin.

2/ Réserves de change brutes plus dépôts en devises de CBE auprès de banques commerciales.

3/ Y compris le déficit de financement attendu en 2011/12.

Tunisie : perspectives économiques et besoins de financement

Perspectives à court terme. On s'attend à ce que les incertitudes liées à la transition politique, conjuguées aux effets du conflit en Libye, entraînent une baisse sensible du tourisme, de l'IDE et des envois de fonds des travailleurs expatriés. Étant donné que les banques manquent de liquidités, l'investissement intérieur pourrait aussi diminuer. Les mesures de relance budgétaire envisagée par les autorités — à savoir un plan de soutien économique et social d'environ 2 % du PIB et une forte augmentation des subventions et des transferts sociaux — atténuerait dans une certaine mesure l'impact sur l'activité économique et aiderait à répondre à certaines demandes sociales pressantes. Dans le scénario de référence établi par les services du FMI, dans lequel les recettes du tourisme diminueraient de 40 % et les entrées d'IDE de 20 % jusqu'à la fin de l'année, la croissance du PIB réel descendrait à 1,3 % en 2011, ce qui entraînerait une augmentation du chômage. Le déficit extérieur courant monterait à 7,8 % du PIB et, selon que des financements extérieurs seront disponibles ou non, les réserves internationales (aujourd'hui de 8,3 milliards de dollars EU, soit quatre mois d'importations) pourraient encore diminuer. Le déficit budgétaire devrait se creuser pour atteindre 4,8 % du PIB mais la dette publique se maintiendrait à un niveau viable de 43 % du PIB. Il existe toutefois d'importants risques de décélération de l'activité : la transition politique et le prolongement de la crise en Libye pourraient peser davantage sur le tourisme et l'IDE qu'on ne le suppose actuellement, la croissance du crédit et l'investissement pourrait être durablement freinée si le secteur bancaire n'est pas restructuré et le gouvernement pourrait se manquer de moyens et de financements pour mettre en œuvre les mesures de relance envisagées, ce qui assombrirait les perspectives de croissance à court terme¹.

Tunisie. Principaux indicateurs économiques

	2009	2010	2011
PIB réel (variation annuelle en pourcentage)	3.1	3.7	1.3
IPC (variation annuelle en pourcentage)	3.5	4.4	4.0
Solde des trans. courantes (% du PIB)	-2.8	-4.8	-7.8
Solde budgétaire (% du PIB)	-3.0	-1.3	-4.8
Dette publique (% du PIB)	42.9	40.4	42.8
Dette extérieure (% du PIB)	48.1	48.7	49.9

Sources : autorités tunisiennes, estimations et projections des services du FMI.

Besoins de financement à court terme. À court terme, la mobilisation de financements extérieurs additionnels sera indispensable pour mettre en œuvre les mesures de relance budgétaire envisagées sans évincer les prêts bancaires à l'économie et en maintenant les réserves de change à un niveau suffisant. Selon le scénario de référence des services du FMI, les besoins de financement budgétaire de la Tunisie atteindraient 3,7 milliards de dollars EU en 2011, soit environ 8 % du PIB, et le déficit de financement extérieur (compte tenu de l'IDE et des flux de capitaux à court terme) devrait se chiffrer à 4,4 milliards de dollars EU en 2011, soit environ 9,5 % du PIB. Les besoins de financement extérieur s'accroîtraient si les risques de décélération venaient à se matérialiser. D'après les informations dont on dispose actuellement, le gouvernement pourrait recevoir environ 2 milliards de dollars EU de financements extérieurs en 2011, dont 1 milliard de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement. Étant donné que les besoins de refinancement sont modérés, un allègement de dette ne serait guère avantageux et risquerait à la fois de restreindre l'accès aux marchés et de faire monter le coût des emprunts.

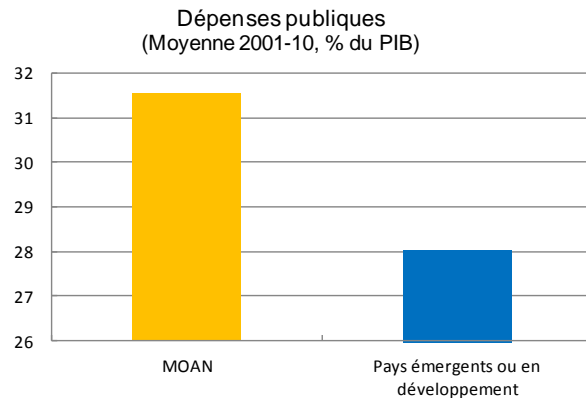
Défis immédiats. La Tunisie devra créer plus d'un million d'emplois dans les 10 ans à venir pour ramener le chômage en dessous de 5 %. Cela nécessitera une croissance plus forte et plus solidaire que le pays pourra atteindre en mettant à profit ses atouts et en éliminant les obstacles à l'investissement du secteur privé. Cela supposera aussi l'application continue de politiques macroéconomiques bien conçues pour préserver une position financière viable, l'amélioration de la gouvernance et de la transparence dans l'économie pour permettre une allocation plus efficiente des ressources, des réformes du marché du travail et du système éducatif pour améliorer les possibilités d'emploi, et des investissements substantiels dans les infrastructures pour favoriser le développement de l'arrière-pays appauvri. Cette stratégie engendrera un besoin soutenu de financements extérieurs, qui devra être évalué de façon plus précise lorsque les autorités auront élaboré dans le détail leur programme de réforme.

¹D'après les premières estimations, les besoins de recapitalisation des banques s'élevaient à 2 % du PIB fin 2010 pour porter à un niveau suffisant les provisions pour créances improductives.

Réexaminer le rôle du secteur public

Le secteur public de la plupart des pays de la région MOAN joue un rôle important dans la gestion économique.

Bien que la taille de l'administration centrale ne soit pas beaucoup plus grande dans les pays de cette région que dans les pays en développement, le secteur public — c'est-à-dire les administrations publiques et les nombreuses grandes entreprises publiques — participe intensément à maintes activités économiques du secteur privé et joue le rôle d'employeur de premier choix et de dernier ressort². Par contraste, les services publics sont souvent fournis par le secteur privé.

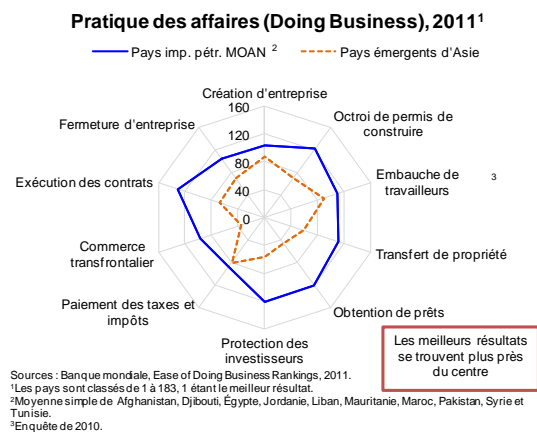


Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

Le réexamen du rôle du secteur public sera essentiel à l'émergence d'un secteur privé dynamique. En particulier, il sera important de réorienter les dépenses publiques vers les services sociaux (par exemple, la santé et l'éducation) et l'infrastructure dans les régions moins développées, de réduire le gaspillage et de mettre en place une démarche plus commerciale dans l'exercice des activités publiques (par exemple, appels d'offres compétitifs et sous-traitance de certains services au secteur privé).

Améliorer davantage le climat des affaires

Il y a beaucoup d'exemples de réformes qui ont réussi à améliorer le climat des affaires et à attirer les investissements dans la région. Un certain nombre de pays, dont l'Égypte et la Tunisie, ont créé des «villages intelligents» ou des «cités de l'éducation», où les entrepreneurs trouvent une infrastructure moderne et tirent avantage d'une réglementation simplifiée et d'une faible imposition. D'autres se sont créés une base dans le secteur des services (par exemple tourisme et centres d'appels). Dans certains cas, ces améliorations sont parvenues à attirer les investissements directs étrangers de sociétés mondiales, en particulier celles relevant de secteurs de haute technologie comme les technologies de



²Dans la plupart des pays de la région MOAN, le secteur public attire un grand nombre des diplômés les plus qualifiés et sert en outre de «filet de sécurité» à ceux qui ne peuvent pas trouver d'emploi ailleurs, avec des salaires souvent bien supérieurs à ceux qui sont versés pour des emplois comparables dans le secteur privé, faisant ainsi augmenter la masse salariale publique.

l'information et l'aéronautique. Et toutes ces nouvelles entreprises ont créé des emplois, directement ou indirectement.

Néanmoins, le MOAN est encore à la traîne derrière la plupart des régions, et il est nécessaire de mettre à profit les cas de réussite et d'en étendre le succès par des voies bénéficiant à de larges segments de la population. Parmi les domaines dans lesquels des progrès s'imposent fortement figurent la simplification des formalités lourdes et coûteuses à remplir pour la création d'entreprises, la protection des droits des investisseurs, le renforcement du respect des contrats et, plus généralement, l'amélioration de la transparence et de la gouvernance (voir ci-après). De telles réformes sont essentielles pour dégager le potentiel d'emploi de la région.

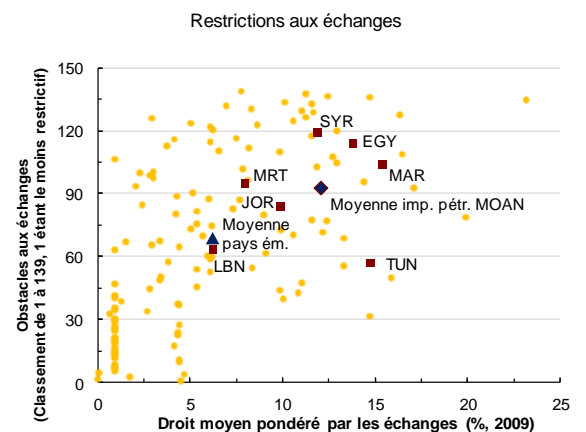
Mettre en place des systèmes financiers de plus vaste portée

Bien que la région MOAN ait progressé dans les réformes du secteur financier, ces réformes n'ont pas réussi à instaurer des règles de jeu équitables dans la plupart des pays. En particulier, la région ne répond pas aux attentes en matière d'accès de la population aux services financiers. De même, les petites et moyennes entreprises reçoivent beaucoup moins de financement des banques que dans les autres régions. Les systèmes bancaires du MOAN n'ont pas procuré les avantages générateurs de croissance que laisse attendre leur niveau de développement, signe d'un «déficit de qualité» par rapport au reste du monde³.

Le défi sera d'étendre la portée du système financier. Parmi les domaines d'action figurent le renforcement de l'infrastructure financière (par exemple informations sur le crédit et droits des créanciers); l'intensification de la concurrence par l'élimination des obstacles à l'entrée sur le marché et la réduction de la tolérance de la réglementation à l'égard des grosses positions à risque et des prêts entre parties liées; la réévaluation du rôle des banques publiques; le développement du système financier non bancaire; et l'approfondissement des marchés obligataires et boursiers nationaux afin d'assurer d'autres sources de financement.

Favoriser l'intégration commerciale

En dépit de la libéralisation récente des échanges, les régimes commerciaux de la région MOAN demeurent plus restrictifs que ceux de ses pairs. Les pays du MOAN ont simplifié et abaissé leur tarif



Source: World Economic Forum, Global Competitiveness Report, 2010/11.

³ Voir la section 3.3 du rapport du Fonds monétaire international (2011), *Perspectives économiques régionales — Moyen-Orient et Asie centrale*, avril 2011. Par exemple, si le système bancaire du Yémen venait à atteindre le degré de développement observé dans la moyenne des pays émergents et en développement, la croissance annuelle par habitant progresserait de 1½ points de pourcentage, alors qu'un pays hors MOAN dont le système est à un niveau de développement initial similaire — Arménie, par exemple, verrait la croissance s'accroître de 2½ points de pourcentage par an.

douanier ces 20 dernières années, souvent dans le cadre d'accords commerciaux avec l'Union européenne et les États-Unis. Cependant, les droits de douane restent élevés (12 % en moyenne) et, parmi les 139 pays sur lesquels a porté l'enquête visant à mesurer le degré de restriction globale au commerce, plusieurs pays de la région se trouvent à la limite supérieure du classement.

Une plus grande intégration aux marchés internationaux pourrait sensiblement stimuler la production et la demande de main-d'oeuvre. Certaines indications laissent penser que, si le degré d'ouverture de la région était porté au niveau observé dans les pays émergents d'Asie, la croissance annuelle du PIB par habitant pourrait progresser de près d'un point de pourcentage entier. Pour cela, les pays de la région MOAN devront libéraliser davantage le commerce et diversifier les échanges vers les marchés émergents à croissance rapide.

La promotion de l'intégration régionale améliorerait en outre les perspectives d'intégration du MOAN à la chaîne mondiale de l'offre. Pour avoir un impact significatif, l'intégration régionale devrait comporter les éléments suivants : commerce des services dans le respect des dispositions de l'Accord général en la matière, libéralisation des flux de capitaux et des investissements, liberté de circulation de la main-d'oeuvre, liberté d'établissement et convergence des réglementations dans des domaines tels que la politique de la concurrence, les régimes du commerce et de l'investissement, les marchés publics et les mesures sanitaires.

Améliorer le fonctionnement du marché du travail

Les pays de la région MOAN pâtissent d'une réglementation trop rigide du marché du travail. D'après le dernier Rapport sur la compétitivité mondiale, la région est particulièrement mal classée pour ce qui est de l'efficacité du marché du travail; en effet, par exemple, les règles de licenciement sont plus restrictives dans la plupart des pays du MOAN que dans la moyenne des pays émergents et en développement. Le niveau élevé des coûts de licenciement décourage tout simplement l'embauche. En conséquence, bien que ces règles aient pour but de protéger le travailleur, elles entravent en fait la création d'emplois dans le secteur formel et contribuent à pousser les entreprises dans le secteur informel, où les jeunes n'ont guère la possibilité de développer leur capital humain et les travailleurs n'ont ni droits ni protection.

L'assouplissement des réglementations du marché du travail, accompagné d'une protection sociale effective, aiderait le secteur privé à bien réagir aux signaux du marché, de même que la révision des pratiques d'embauche et des politiques de rémunération du secteur public dans le cadre d'une réforme plus vaste de la fonction publique. Pour renforcer le lien entre rémunération et productivité, il sera nécessaire de procéder à des ajustements des échelles de salaires dans la fonction publique dans le cadre d'une modération globale des salaires.

L'amélioration de la formation et une meilleure adaptation des programmes d'enseignement aux besoins du marché aideront les pays à s'attaquer au chômage des jeunes. Dans de nombreux pays, les programmes éducatifs peuvent être mieux alignés sur les besoins des employeurs du secteur privé (favorisant notamment la composition écrite, la réflexion critique et la résolution des problèmes). Il existe un certain nombre de récentes initiatives dont l'objet est

d'édifier des partenariats public-privé pour rehausser la qualité et la pertinence de l'éducation, mais elles doivent être intensifiées pour avoir un impact significatif. L'une de ces initiatives prometteuses est Injaz, partenariat entre les Ministères de l'éducation et le secteur privé qui permet aux responsables d'entreprise de transmettre aux étudiants du secondaire et du supérieur des compétences qu'ils peuvent faire valoir sur le marché, parmi lesquels les connaissances de base en affaires, le travail d'équipe, les compétences d'un chef d'entreprise et l'esprit d'entreprise.

C. Fournir une protection sociale complète et bien ciblée

Les récentes mesures de politique budgétaire font ressortir la nécessité impérieuse de mettre en place des mécanismes de protection sociale mieux ciblés. Le MOAN se distingue des autres régions par son grand recours aux subventions généralisées des prix en tant qu'outil de protection sociale. Les subventions alimentaires et énergétiques représentent 8 % du PIB de la région⁴. Les gouvernements aiment y recourir car elles sont faciles à administrer. Mais, lorsqu'elles ne sont pas ciblées sur les plus démunis, les subventions sont coûteuses et peuvent évincer les investissements publics générateurs de croissance.⁵

À terme, il sera important de concevoir des dispositifs de protection sociale ciblés et d'un meilleur rapport coût-efficacité pour protéger les couches vulnérables de la population. Les mesures effectives de protection sociale comme les transferts monétaires et autres formes de soutien du revenu peuvent être mieux ciblées que les subventions classiques aux produits de base; en général, environ 50-75 % des dépenses au titre de transferts monétaires bien conçus bénéficient aux 40 % les plus pauvres de la population. Il sera important de mettre en place une infrastructure adéquate pour les dispositifs de protection (par exemple mécanismes de livraison et de ciblage, registre des bénéficiaires), d'établir des transferts monétaires indexés sur les prix, assortis, dans l'idéal, de conditions incitant à investir en capital humain et à en assurer la productivité, et de regrouper les dispositifs de protection sociale fragmentés en des programmes plus efficaces. La réforme en cours des subventions énergétiques en Iran peut fournir des leçons importantes sur la conception d'une stratégie de réforme réussie.

Il est en outre possible d'améliorer le soutien du revenu dans la région. En particulier, la région doit renforcer et moderniser les programmes d'assurance sociale existants et d'en étendre la couverture, et elle doit mettre en place une assurance-chômage nationale en tant que complément essentiel de toute réforme du marché du travail.

⁴ D'après les estimations de l'Agence internationale de l'énergie, les subventions des prix du pétrole dans la région MOAN représentaient près des deux tiers du total mondial de ces subventions en 2009. Les subventions alimentaires sont elles aussi d'usage répandu : elles sont actuellement accordées par 17 pays de la région MOAN sur 21.

⁵ Par exemple, en Jordanie, les 40 % les plus pauvres de la population reçoivent moins d'un quart du total des dépenses au titre des subventions énergétiques. Les subventions alimentaires, comme, par exemple, la subvention du prix du pain « baladi » en Égypte, sont des formules de ciblage plus efficaces, mais les déperditions au profit des classes aisées restent assez importantes.

D. Mettre en place des institutions efficaces et transparentes

La mise en place d'institutions efficaces et transparentes est essentielle à une bonne gouvernance et, en fin de compte, au succès des réformes. Bien que des progrès aient été accomplis au cours des décennies écoulées, il faudra, pour promouvoir un climat de concurrence loyale, moderniser le cadre juridique et réglementaire des droits de propriété, de la concurrence/anti-trust ainsi que des faillites.

La transparence budgétaire est essentielle pour renforcer la responsabilité publique et assurer une bonne gouvernance⁶. Des institutions budgétaires solides et une vaste diffusion d'informations sur la politique budgétaire en temps opportun — des budgets aux résultats — permettent aux citoyens de tenir leur gouvernement responsable des choix de politique économique. En outre, une plus grande transparence des actions des gouvernements donne à ceux-ci un meilleur accès aux marchés de capitaux internationaux. Une surveillance plus étroite de la part de la société civile et des marchés internationaux encourage davantage les gouvernements à mener des politiques économiques saines et à assurer une plus grande stabilité financière. Par institutions budgétaires solides, on entend notamment un régime fiscal équitable, transparent et efficace; des systèmes efficaces de gestion des finances publiques à diverses étapes du cycle budgétaire qui assurent la discipline budgétaire et une bonne gouvernance; et l'élimination de l'intrusion et de la corruption administratives.

Le renforcement du système statistique est indispensable à l'élaboration de bonnes politiques. Il est essentiel de publier régulièrement des statistiques de qualité en vue de fournir aux investisseurs les informations de base dont ils ont besoin pour prendre leurs décisions économiques et financières. De même, les citoyens doivent savoir à quel stade en est l'évolution économique pour pouvoir gérer leurs propres affaires et être des partenaires éclairés dans le dialogue de politique économique avec le gouvernement. Une institution statistique régionale (« Arab Stat ») pourrait prendre la tête dans la promotion de l'établissement et de la diffusion de données au niveau national aussi bien que régional, et offrir un cadre visant à favoriser la collaboration entre les organismes statistiques nationaux.

IV. SOUTIEN DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Cette transformation devrait s'effectuer sous la direction des pays de la région MOAN eux-mêmes, et c'est eux qui détermineront son succès ultime. Cependant, les chances de réussite seront beaucoup plus grandes si les efforts de la région s'accompagnent d'un programme de soutien multidimensionnel de la communauté internationale. Si la prudence s'impose dans l'établissement d'un parallèle avec la transformation des pays en transition d'Europe centrale et orientale, il y a toutefois d'importantes leçons à tirer du rôle constructif joué pendant plus de dix ans par les partenaires internationaux dans l'aide à l'élaboration de réformes et politiques

⁶ La transparence budgétaire exige que soient fournies des informations exhaustives et fiables sur les activités passées, présentes et futures du gouvernement; la disponibilité de ces informations éclaire les décisions de politique économique et en améliore la qualité.

institutionnelles. Dans la région MOAN, un tel partenariat de soutien est peut-être même plus nécessaire car cette région en est encore aux premiers stades de l'élaboration d'un programme de changement commun et n'a pas de point d'ancrage régional naturel qui pourrait guider sa transformation.

Le succès de ce partenariat exigera de la communauté internationale qu'elle tire des leçons des déficiences des approches précédentes qui ont abouti à une faible internalisation par les pays et causé le scepticisme de nombreuses parties prenantes de la région. Pour le FMI, cela revient à s'attaquer aux dimensions socio-économiques importantes qui, jusqu'à présent, n'ont pas été suffisamment mises en relief dans ses conseils, et à œuvrer avec les autres parties prenantes pour mobiliser un soutien plus large au sein de la région.

Les aspects critiques que le G8 voudra sans doute examiner sont les suivants :

- **L'ampleur et la portée de l'aide devraient être à la mesure des besoins de la transformation.** Dans la sphère économique, il s'agirait non seulement d'apporter aux pays un soutien budgétaire, mais aussi de les aider à mettre sur pied des institutions responsables de leurs actions, d'assurer leur accès aux marchés (notamment dans l'agriculture, selon les besoins) et de faciliter les accords sur la mobilité de la main-d'œuvre. La récente initiative de l'Union européenne sous la forme d'un partenariat ambitieux pour la démocratie et une prospérité partagée avec le Sud de la Méditerranée contient certains de ces éléments.
- **L'aide devrait être adaptée aux objectifs et au rythme de réforme de chaque pays.** Comme les changements s'effectuent à un rythme qui varie selon le pays, la communauté internationale pourrait adapter les incitations aux objectifs nationaux, notamment dans la sphère politique. Les pays qui progressent davantage et plus rapidement dans leurs réformes pourraient bénéficier d'un soutien plus grand.
- **L'aide devrait s'inscrire dans le cadre d'un partenariat conjoint avec la région.** L'engagement d'assurer une bonne gouvernance et une réforme économique équitable doit être partagé. Pour cela, il sera important d'édifier un partenariat avec la région et ses institutions, de définir avec elles les éléments de ce partenariat et de mettre en place un processus de suivi coopératif de cette transformation pluriannuelle. La participation des bailleurs de fonds et institutions régionaux sera par ailleurs essentielle à l'internalisation nationale et régionale de cette initiative. À cet égard, les pays de la Coopération du Golfe ont déjà amorcé les discussions au sein de la région.
- **Le recours à la participation du secteur privé contribuera au succès de ces efforts.** Comme le rôle de l'État dans l'activité économique des pays devient moins prédominant et étant donné l'ampleur des investissements requis pour réaliser le potentiel de la région, un recours accru au financement aussi bien qu'aux compétences techniques du secteur privé, notamment sous la forme de partenariats public-privé, sera essentiel à la réalisation de l'objectif de croissance inclusive.

Un plan d'action pour un tel partenariat stratégique pourrait reposer sur les éléments suivants :

- **En un premier temps, les ministres des finances des pays du G8, du CCG et autres pays intéressés de la région MOAN pourraient élaborer conjointement un cadre de partenariat stratégique G8-MOAN**, avec une claire définition des objectifs, éléments et plans d'application de ce partenariat. Dans ce cadre, le G8 et CCG pourraient préciser les éléments de leur contribution au partenariat (par exemple, les incitations économiques telles que l'accès aux marchés, la mobilité de la main-d'œuvre, les prêts concessionnels, les garanties de crédit, l'allègement de la dette, ou les incitations dans d'autres domaines).
- **Ce cadre global pourrait servir de base aux accords conclus au niveau national**, qui fixent les objectifs économiques et la stratégie d'exécution de chaque pays ainsi que la contribution du G8/CCG, laquelle est liée aux progrès du programme de transformation.
- **Ces accords pourraient s'appuyer sur un programme de développement pluriannuel par secteur dont les coûts seraient évalués et qui serait intégré dans des cadres macroéconomiques à moyen terme** établis en collaboration avec le FMI, la Banque mondiale et d'autres banques de développement multilatérales et régionales. Le soutien de la communauté internationale aurait pour but d'aider à la réalisation de ces objectifs de développement et pourrait être lié aux progrès des réformes des institutions et de la gouvernance opérées conformément aux éléments et objectifs du partenariat stratégique.
- **Il est en outre nécessaire, dans l'immédiat, d'aider les pays importateurs de pétrole à rétablir la confiance** face à l'essor des cours mondiaux des produits de base et aux tensions intérieures associées aux chocs initiaux de la transition. Le FMI peut jouer un rôle important en évaluant les besoins de financement de ces pays, en proposant des stratégies de financement à court terme et en fournissant une aide financière dans le cadre d'un plus vaste effort international.

Rôle potentiel du FMI

Au cours des réunions de printemps 2011 du FMI et de la Banque mondiale, le Directeur général a annoncé que le FMI s'engageait pleinement à aider ses pays membres de la région MOAN à réaliser leurs objectifs de croissance durable et inclusive, de stabilité économique, de création d'emploi et d'amélioration du niveau de vie. À titre illustratif, si les importateurs de pétrole de cette région demandaient à bénéficier d'un financement dont le niveau, exprimé en pourcentage de leur quote-part, serait équivalent à celui de l'aide accordée au titre des récents programmes appuyés par le FMI, un montant global d'environ 35 milliards de dollars EU pourrait être mis à leur disposition.

- Le FMI a déjà commencé à évaluer les besoins de financement immédiats des pays importateurs de pétrole de la région MOAN, et se tient prêt à leur fournir une aide financière dans le cadre d'un plus vaste effort international.
- Le FMI s'engage en outre à aider les pays de la région MOAN à élaborer des cadres macroéconomiques à moyen terme et à évaluer leurs besoins de financement en étroite collaboration avec la Banque mondiale et d'autres banques multilatérales et régionales.

Au-delà de son assistance technique et financière et de son soutien aux politiques économiques, le FMI tirera des leçons sur la manière dont l'objet et la portée de ses travaux doivent être modifiés pour être adaptés aux nouvelles réalités de la région. Ce principe s'applique aussi bien aux conseils qu'il donne qu'à la manière dont il fournit son assistance technique.